

**RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
2010**

DUC S.A.

SOMMAIRE

DECLARATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT ANNUEL	2
RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE	3
COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES	7
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2010	37

DECLARATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT SEMESTRIEL

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes consolidés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de DUC S.A. et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en pages 3 et suivantes présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Chailley, le 12 novembre 2010

Joël MARCHAND
Directeur Général

François GONTIER
Président du Conseil d'Administration

RAPPORT D'ACTIVITE DU 1^{er} SEMESTRE 2010

FAITS MARQUANTS

DUC a enregistré, compte tenu de la cession de la Société COBRAL et de sa filiale COBRAL LA CHEZE, à effet du 30 juin 2010, un chiffre d'affaires de 79,49 M€ au premier semestre de l'exercice, en baisse, à périmètre équivalent de 6,65% par rapport à celui du 1^{er} semestre 2009.

La plus-value dégagée résultant de cette opération s'élève à 1.344 K€.

Le résultat opérationnel semestriel, réduit de près de la moitié par rapport au 1^{er} semestre 2009, enregistre une perte de (1.397) K€. Le résultat net est également en très nette amélioration puisqu'il s'élève, quant à lui, à (390) K€, contre (3.000) K€ au 30 juin 2009.

Le marché de la volaille en grande distribution s'est globalement bien comporté au 1^{er} semestre 2010 avec une évolution de la consommation de 5,8% par rapport à la même période de 2009.

Malgré l'ensemble des efforts fournis au niveau de cette filière, la dinde continue de perdre des parts de marché et enregistre une baisse de tonnage de 0,6%.

Au niveau du Groupe, il est notable que la famille poulet a connu une évolution positive en termes de volume (+450 T), contrairement à la dinde (-610 T) et aux panés surgelés (-430 T) dont la réduction a pénalisé les volumes commercialisés.

Le volume des Produits Traiteurs a été négativement impacté, par rapport au 1^{er} semestre 2009, par la baisse des ventes des produits à base de pâte feuilletée.

Après avoir assaini la situation de la Société COBRAL, le Groupe a recherché un partenaire d'envergure en vue de déployer des moyens financiers et humains supplémentaires qui permettent de lui insuffler une nouvelle dynamique, notamment par la mise en place de synergies sur les plans du commerce et de la R & D.

Dans ce cadre, le Groupe CECAB s'est déclaré intéressé pour acquérir 100% des titres de cette filiale.

La cession, au Groupe CECAB, de l'intégralité de la participation détenue par le Groupe dans le capital de la Société COBRAL a été finalisée, dans le courant du second semestre, avec effet rétroactif au 30 juin 2010.

La bonne politique de couverture des matières premières nous a permis de rester très fortement compétitif en vif sur la filière poulet et ainsi conforter notre niveau de marge brute.

Cette politique, associée aux mesures d'amélioration continue mises en place sur les sites industriels et à l'optimisation de notre politique « d'achats », a contribué à dégager sur la branche poulet un résultat opérationnel très largement positif.

Ce résultat est néanmoins obéré par les pertes de la filière dinde, sur les deux sites bretons, dues essentiellement au coût de revient trop élevé de cette volaille ainsi qu'à des performances industrielles amoindries.

Au vu des très bons résultats en termes de réduction des coûts entrepris sur la branche traiteur, le Groupe a confié à la responsable de ce redressement, Mme LAMY, la mise en œuvre d'un plan d'actions visant à réduire considérablement les pertes de la filière dinde au sein des sites de RIEC et PLUMELIN.

EVOLUTION DU SECOND SEMESTRE

La très forte évolution des cours des céréales constatée depuis le mois de Juillet 2010 pénalise notre activité et nous avons engagé, avec nos clients une négociation afin de permettre une répercussion des hausses subies sur le vif.

Sur la filière poulet, le Groupe estime pouvoir consolider ses volumes au cours du second semestre 2010 avec le démarrage de la commercialisation d'un poulet certifié à Marque CARREFOUR dès la rentrée, ainsi que le développement des relations commerciales avec METRO.

Concernant la filière dinde, le plan d'actions se met en œuvre progressivement et devrait contribuer à améliorer assez rapidement l'efficacité du site de Riec.

Cependant, n'étant que prestataire, le Groupe n'est pas en mesure d'agir positivement sur le coût de revient Vif.

Néanmoins, la réduction des mises en place vont permettre d'ajuster au mieux l'offre et la demande.

Concernant les panés surgelés, nous sommes dans une démarche de cession du site de Plumelin que nous espérons voir déboucher au cours de semaines à venir.

RESULTATS

Activité et résultats consolidés - présentation IFRS (en milliers d'euros)

Les comptes consolidés du groupe publiés au titre du premier semestre 2010 sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union Européenne et à leurs interprétations.

En particulier, les comptes intermédiaires du 01/01/2010 au 30/06/2010 sont établis selon les prescriptions de la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire.

(en M€)	2010	2009	Variation en %
Premier trimestre	38,57	41,71	-7,52
Deuxième trimestre	40,92	43,44	-5,80
Premier semestre	79,49	85,15	-6,65

A périmètre comparable, le chiffre d'affaires du premier semestre 2010 est en baisse de 6,65% par rapport à celui du premier semestre 2009.

Il est précisé que, afin de permettre une meilleure comparabilité des exercices et conformément à la norme IFRS 5 sur les abandons d'activité, les comptes de résultat présentés au 30/06/09 et au 31/12/09 sont des comptes dans lesquels les activités des sociétés COBRAL et COBRAL LACHEZE ont été reclassées en activités abandonnées.

(en K€)	30/06/2010	30/06/2009*	31/12/2009*
Chiffre d'affaires	79.487	85.153	166.884
Résultat opérationnel courant	(1.397)	(2.692)	(5.128)
Résultat opérationnel	(1.397)	(2.692)	(5.128)
Coût de l'endettement financier net	(328)	(438)	(799)
Résultat net d'impôts provenant des activités arrêtées ou en cours de cession	(88)	284	138
Résultat net	(390)	(3.000)	(6.177)
Résultat net part du Groupe	(382)	(3.000)	(6.179)
Résultat net par action (en €)	(0,21)	(1,65)	(3,44)

* après retraitement des activités des sociétés COBRAL et COBRAL LACHEZE, reclassées en activités abandonnées.

Les comptes semestriels consolidés font apparaître un résultat opérationnel courant négatif à hauteur de (1.397) K€, contre un résultat négatif à hauteur de (2.692) K€ au 30 juin 2009, soit une réduction de presque la moitié du déficit opérationnel courant.

Le résultat net s'établit, quant à lui, à (390) K€, contre (3.000) K€ au premier semestre 2009, résultant surtout des réductions des charges réalisées depuis le début de l'exercice, et ce malgré un tassement du chiffre d'affaires compte tenu de la baisse de la consommation dans le contexte global de crise actuel. Cette amélioration est également en partie due à la comptabilisation d'une plus value de 1.344 K€ dégagée dans le cadre des opérations de cession de la Société COBRAL et de sa filiale, la Société COBRAL LA CHEZE.

Réalisation des investissements (en K€)

SITES	Budget 2010	Engagés au 30/06/2010
SCEA de Varennes	11	0
Nutri-Bourgogne	127	48
Charolles Accoupage (Charolles)	75	10
Drôme Accoupage (Crest)	13	3
Duc St Bazély	697	166
Duc Chailley	1.835	320
Siège	580	131
Gouaix	900	32
Riec	359	156
Plumelin	7	0
TOTAL	4.604	866

TENDANCES ET PERSPECTIVES

La très forte évolution des cours des céréales constatée depuis le mois de Juillet 2010 restreint la visibilité sur les marges.

Notre objectif prioritaire reste la répercussion des hausses subies sur le Vif vers nos clients. Cependant, dans un marché où le pouvoir d'achat reste très surveillé par les consommateurs, nous risquons de subir une baisse des volumes commercialisés du fait de l'application desdites hausses. Au cours du second semestre, le Groupe s'est fixé pour objectif la concrétisation d'un partenariat avec la coopérative VALSOLEIL permettant de consolider l'activité du couvoir de CREST et ainsi d'assurer la production de poussins pour les deux organisations dans un proche avenir.

REPARTITION DU CAPITAL AU 30 JUIN 2010

Actionnaires	Nombre de titres	% du capital
FINANCIERE DUC	807 797	43,37
VERNEUIL PARTICIPATIONS	403 158	21,64
VERNEUIL ET ASSOCIES	157	0,01
<i>Sous-total Groupe Verneuil</i>	<i>1 211 112</i>	<i>65,02</i>
CECAB	313 333	16,82
Public	190 796	10,24
CAFO	40 000	2,15
Groupe BONGRAIN	60 000	3,22
Auto-détention	47 447	2,55
TOTAL	1 862 688	100,00

La répartition du capital de la Société n'a pas connu d'évolution notable depuis le 31 décembre 2009.

PARTIES LIEES

Aucune évolution significative n'a été enregistrée par rapport au 31 décembre 2009. La convention de trésorerie conclue entre DUC et VERNEUIL PARTICIPATIONS telle que décrite dans le rapport financier annuel 2009 (déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 3 mai 2010) demeure inchangée.

PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANTS DE L'EXERCICE

Aucune évolution significative n'a été enregistrée par rapport aux risques et incertitudes décrits dans le rapport de gestion du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2009 (« Analyse des risques de marché », page 14 du rapport financier annuel 2009 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 3 mai 2010).

COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES

A - Etat du résultat global

Données en K€

	Notes	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
CHIFFRE D'AFFAIRES	3.1, 21	79 487	85 153	166 884
Achats consommés	22	(37 905)	(43 763)	(84 213)
Charges de personnel	25	(15 871)	(16 435)	(32 486)
Charges externes	23	(23 149)	(24 074)	(47 772)
Impôts et taxes		(1 625)	(1 053)	(2 603)
Dotations aux amortissements	24	(1 319)	(1 723)	(3 507)
Dotations et reprises de provisions	25	(72)	51	(286)
Variation des actifs biologiques et des stocks de produits finis	3.12	(1 130)	(1 170)	(1 739)
Autres produits d'exploitation	26	216	607	836
Autres charges d'exploitation	27	(29)	(285)	(242)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		(1 397)	(2 692)	(5 128)
Autres produits opérationnels				
Autres charges opérationnelles				
RESULTAT OPERATIONNEL	3.2	(1 397)	(2 692)	(5 128)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		2	8	10
Coût de l'endettement financier brut	28	(330)	(446)	(809)
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET		(328)	(438)	(799)
Autres produits financiers		3 183	156	141
Autres charges financières		(1 760)	(122)	(342)
(Charge) / Produit d'impôt			(2)	(1)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence			(186)	(186)
RESULTAT NET AVANT RESULTAT DES ACTIVITES ARRETEES OU EN COURS DE CESSION		(302)	(3 284)	(6 315)
Résultat net d'impôt provenant des activités arrêtées ou en cours de cession	14	(88)	284	138
RESULTAT NET DE LA PERIODE		(390)	(3 000)	(6 177)
Part du groupe		(382)	(3 000)	(6 179)
Intérêts minoritaires		(8)		2
Résultat net de base par action (en euros)	29	(0.21)	(1.65)	(3.44)
Résultat net dilué par action (en euros)	29	(0.21)	(1.65)	(3.44)

Produits et charges non comptabilisés en résultat				
- Réévaluation des terrains				
RESULTAT GLOBAL DE LA PERIODE		(390)	(3 000)	(6 177)
Part du groupe		(382)	(3 000)	(6 179)
Intérêts minoritaires		(8)		2

B - Etat de la situation financière

Données en K€				
ACTIF	Notes	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
ACTIFS NON-COURANTS				
Goodwill				
Immobilisations incorporelles	3.5, 5	310	268	258
Immobilisations corporelles	3.6, 6	27 295	38 815	33 463
Immeubles de placement	3.7, 7		177	171
Participations entreprises associées			143	
Titres disponibles à la vente				
Autres actifs non courants	8	1 923	2 379	2 277
Actifs d'impôts différés	3.22, 9	358		192
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		29 886	41 782	36 361
ACTIFS COURANTS				
Actifs biologiques	3.12, 10	5 512	5 902	5 577
Stocks	3.13, 11	5 785	12 451	9 613
Clients et comptes rattachés	12	18 247	21 406	18 733
Autres actifs courants	12	8 561	4 572	7 472
Actif d'impôt exigible	12	2	1	2
Trésorerie et équivalent de trésorerie	3.15, 13	465	1 284	1 076
TOTAL ACTIFS COURANTS		38 572	45 616	42 473
Actifs concernant des actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	14	4 945		4 779
TOTAL ACTIF		73 403	87 398	83 613
PASSIF				
CAPITAUX PROPRES				
Capital émis	15.1	17 323	17 323	17 323
Autres réserves	15.2	(9 957)	(3 779)	(3 778)
Titres en auto-contrôle	3.16	(838)	(838)	(838)
Résultat de l'exercice		(382)	(3 000)	(6 179)
Capitaux propres part du groupe		6 146	9 706	6 528
Interêts minoritaires		50		58
TOTAL CAPITAUX PROPRES		6 196	9 706	6 586
PASSIFS NON COURANTS				
Provisions à long terme	16	2 021	2 675	2 241
Emprunts et dettes financières à long terme	17	3 913	6 728	5 750
Passif d'impôts non courants	3.22, 9		256	193
Autres passifs non courants	17	2 234	2 030	2 030
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		8 168	11 689	10 214
PASSIFS COURANTS				
Provisions à court terme	16	106	219	324
Emprunts à court terme	17	16 752	20 520	19 867
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme	17	1 415	2 216	1 917
Fournisseurs et autres créiteurs		26 634	25 950	26 915
Passif d'impôt courants		1 782	1 166	2 228
Autres passifs courants	18	11 993	15 932	15 210
TOTAL PASSIFS COURANTS		58 682	66 003	66 461
Passifs concernant des actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	14	357		352
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		73 403	87 398	83 613

C - Tableau des flux de trésorerie consolidés

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES - IFRS				
Données en K€				
	Notes	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Résultat net des sociétés intégrées		-390	-3 000	-6 177
Résultat net des activités cédées		-88		
Résultat net des activités poursuivies		-302	-3 000	-6 177
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :				
- Amortissements et provisions		1 380	2 477	4 700
- Variation des impôts différés	9, 28		142	79
- Plus-values de cession		-1 346	175	398
- Quote part dans les sociétés mises en équivalence			186	186
Marge brute d'autofinancement		-268	-20	-814
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	19	3 974	1 172	4 056
Variation nette de la trésorerie d'exploitation des activités poursuivies		3 706	1 152	3 242
Flux de trésorerie d'exploitation nets utilisés par les activités arrêtées		-578		
Flux net de trésorerie généré par l'activité		3 128	1 152	3 242
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :				
Acquisition d'immobilisations incorporelles	5	-70	-130	-163
Acquisition d'immobilisations corporelles	6	-806	-1 110	-1 720
Variation des autres immobilisations financières	8	-67	450	597
Remboursement de prêts		15	21	20
Cession d'immobilisations		5	71	66
Incidence des variations de périmètre		1 262		-10
Variation nette de la trésorerie d'investissement des activités poursuivies		339	-698	-1 210
Flux de trésorerie d'investissements nets utilisés par les activités arrêtées		96		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		435	-698	-1 210
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement :				
Emissions d'emprunts		30	278	200
Remboursements d'emprunts		-764	-1 190	-2 215
Variation des comptes courants long terme			-300	-300
Variation des autres dettes financières		-16		-30
Variation nette de la trésorerie de financement des activités poursuivies		-750	-1 212	-2 345
Flux de trésorerie d'investissements nets utilisés par les activités arrêtées		-309		
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		-1 059	-1 212	-2 345
Incidence des variations de cours des devises				
Variations de trésorerie		2 504	-758	-313
Trésorerie d'ouverture	13.2	-18 791	-18 478	-18 478
<i>Trésorerie d'ouverture des activités poursuivies</i>		-18 320	-18 478	-18 478
<i>Trésorerie d'ouverture des activités arrêtées</i>		-471		
Trésorerie de clôture des activités poursuivies	13.2	-16 287	-19 236	-18 791

D - Variation des capitaux propres consolidés

	Nombre de titres	Capital	Primes	Réserves consolidées	Produits et charges non comptabilisés en résultat	Titres en autocontrôle	Total Capitaux propres part du Groupe IFRS	Intérêts minoritaires IFRS	CAPITAUX PROPRES IFRS
CAPITAUX PROPRES IFRS au 31/12/08	1 862 688	17 323	7 386	-13 694	2 530	-838	12 707		12 707
Résultat du 1er semestre				-3 000			-3 000		-3 000
Autres				-1			-1		-1
CAPITAUX PROPRES IFRS au 30/06/09	1 862 688	17 323	7 386	-16 695	2 530	-838	9 706		9 706
Résultat du 2ème semestre				-3 179			-3 179	2	-3 177
Variations de périmètre								56	56
Autres				1			1		1
CAPITAUX PROPRES IFRS au 31/12/09	1 862 688	17 323	7 386	-19 873	2 530	-838	6 528	58	6 586
Résultat du 1er semestre				-382			-382	-8	-390
CAPITAUX PROPRES IFRS au 30/06/10	1 862 688	17 323	7 386	-20 255	2 530	-838	6 146	50	6 196

E - Notes annexes aux états financiers consolidés condensés au 30 juin 2010 (en milliers d'euros sauf indication différente)

1. PRINCIPES COMPTABLES

1.1. Informations générales

La société Duc a été constituée le 25 août 1972 sous la forme à responsabilité limitée puis a été transformée le 30 décembre 1978 en société anonyme de droit français à conseil d'administration. La durée de la société a été fixée à 30 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés et a été prorogée de 30 années par l'assemblée générale extraordinaire du 19 août 1996 et expirera le 7 octobre 2032 sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévues aux statuts. Le siège social est situé à Chailley (89770), Grande rue. La société est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Joigny sous le numéro 722 621 166.

L'action Duc est cotée sur l'Eurolist d'Euronext Paris - compartiment C depuis 1998.

La société Duc, mère du groupe, est non seulement une société holding, mais elle exerce également des activités économiques propres puisque Duc exploite deux couvoirs ainsi que deux unités d'abattage, découpe et conditionnement de volailles.

Duc maîtrise en effet l'ensemble des paramètres de sa production, depuis la fabrication de l'aliment destiné à ses volailles jusqu'au conditionnement et la commercialisation en passant par la reproduction, l'accoupage, l'élevage, l'abattage et la transformation.

Spécialiste de la volaille de qualité, Duc propose une gamme complète et variée de produits label rouge, certifiés et standards obéissant tous aux critères d'une filière réputée pour son exigence. Duc commercialise les espèces de volailles poulet et dinde, en entier et en découpe. Sa gamme est complétée avec des produits festifs (chapon et dinde entière) pour la période de Noël et « Les Estivales », produits pour le barbecue composés de brochettes et produits épicés, produits « service » avec Facil'Découpe (poulet prédécoupé) et Facil'Cuisson (poulet déjà assaisonné et pratique à cuire). Duc adapte également ses gammes pour répondre aux évolutions du marché et confirmer sa présence sur tous les créneaux de consommation avec le développement des produits standards « 100 % végétal » et halal (abattage selon le rite musulman).

1.2. Faits majeurs de la période

DUC a enregistré, compte tenu de la cession de la Société COBRAL et de sa filiale COBRAL LA CHEZE, à effet du 30 juin 2010, un chiffre d'affaires de 79,49 M€ au premier semestre de l'exercice, en baisse, à périmètre équivalent de 6,65% par rapport à celui du 1^{er} semestre 2009. Le résultat opérationnel semestriel, réduit de près de la moitié par rapport au 1^{er} semestre 2009, enregistre une perte de (1.397) K€. Le résultat net est également en très nette amélioration puisqu'il s'élève, quant à lui, à (302) K€, contre (3.000) K€ au 30 juin 2009.

Le marché de la volaille en grande distribution s'est globalement bien comporté au 1^{er} semestre 2010 avec une évolution de la consommation de 5,8% par rapport à la même période de 2009.

Malgré l'ensemble des efforts fournis au niveau de cette filière, la dinde continue de perdre des parts de marché et enregistre une baisse de tonnage de 0,6%.

Au niveau du Groupe, il est notable que la famille poulet a connu une évolution positive en termes de volume (+450 T), contrairement à la dinde (-610 T) et aux panés surgelés (-430 T) dont la réduction a pénalisé les volumes commercialisés.

Le volume des Produits Traiteurs a été négativement impacté, par rapport au 1^{er} semestre 2009, par la baisse des ventes des produits à base de pâte feuilletée.

Après avoir assaini la situation de la Société COBRAL, le Groupe a recherché un partenaire d'envergure en vue de déployer des moyens financiers et humains supplémentaires qui permettent de lui insuffler une nouvelle dynamique, notamment par la mise en place de synergies sur les plans du commerce et de la R & D.

Dans ce cadre, le Groupe CECAB s'est déclaré intéressé pour acquérir 100% des titres de cette filiale.

La cession, au Groupe CECAB, de l'intégralité de la participation détenue par le Groupe dans le capital de la Société COBRAL a été finalisée, dans le courant du second semestre, avec effet rétroactif au 30 juin 2010. Duc a réalisé, lors de cette cession, une plus-value de 1 344 K€.

La bonne politique de couverture des matières premières nous a permis de rester très fortement compétitif en vif sur la filière poulet et ainsi conforter notre niveau de marge brute.

Cette politique, associée aux mesures d'amélioration continue mises en place sur les sites industriels et à l'optimisation de notre politique « d'achats », a contribué à dégager sur la branche poulet un résultat opérationnel très largement positif.

Ce résultat est néanmoins obéré par les pertes de la filière dinde, sur les deux sites bretons, dues essentiellement au coût de revient trop élevé de cette volaille ainsi qu'à des performances industrielles amoindries.

Au vu des très bons résultats en termes de réduction des coûts entrepris sur la branche traiteur, le Groupe a confié à la responsable de ce redressement, Mme LAMY, la mise en œuvre d'un plan d'actions visant à réduire considérablement les pertes de la filière dinde au sein des sites de RIEC et PLUMELIN.

1.3. Perspectives d'avenir

La très forte évolution des cours des céréales constatée depuis le mois de Juillet 2010 restreint la visibilité sur les marges.

Notre objectif prioritaire reste la répercussion des hausses subies sur le Vif vers nos clients.

Cependant, dans un marché où le pouvoir d'achat reste très surveillé par les consommateurs, nous risquons de subir une baisse des volumes commercialisés du fait de l'application desdites hausses.

Sur la filière poulet, nous le Groupe estime pouvoir consolider ses volumes au cours du second semestre 2010 avec le démarrage de la commercialisation d'un poulet certifié à Marque CARREFOUR dès la rentrée, ainsi que le développement des relations commerciales avec METRO.

Concernant la filière dinde, le plan d'actions se met en œuvre progressivement et devrait contribuer à améliorer assez rapidement l'efficacité du site de Riec.

Cependant, n'étant que prestataire, le Groupe n'est pas en mesure d'agir positivement sur le coût de revient Vif.

Néanmoins, la réduction des mises en place vont permettre d'ajuster au mieux l'offre et la demande.

Concernant les panés surgelés, nous sommes dans une démarche de cession du site de Plumelin que nous espérons voir déboucher au cours de semaines à venir.

Au cours du second semestre, le Groupe s'est fixé pour objectif la concrétisation d'un partenariat avec la coopérative VALSOLEIL permettant de consolider l'activité du couvoir de CREST et ainsi d'assurer la production de poussins pour les deux organisations dans un proche avenir.

1.4. Répartition du capital au 30/06/2010

Actionnaires	Nombre de titres			% du capital
	Au porteur	Au nominatif	Total	
Financière Duc		807 797	807 797	43.37%
Verneuil Participations (1)		403 158	403 158	21.64%
Verneuil et Associés		157	157	0.33%
<i>Sous total Groupe Verneuil</i>		<i>1 211 112</i>	<i>1 211 112</i>	<i>65.02%</i>
CECAB		313 333	313 333	16.82%
Public	189 582	1 214	190 796	10.24%
CAFO		40 000	40 000	2.15%
Groupe BONGRAIN		60 000	60 000	3.22%
Auto détention	47 447		47 447	2.55%
TOTAL	237 029	1 625 659	1 862 688	100.00%

Le Groupe DUC fait partie du périmètre de consolidation du Groupe Verneuil. François GONTIER, Président du conseil d'administration, est également dirigeant du Groupe Verneuil.

1.5. Principes généraux

Les comptes consolidés condensés du groupe publiés au titre de l'exercice 2010 sont établis conformément aux International Financial Reporting Standards adoptées au niveau européen et à leurs interprétations.

En particulier, les comptes intermédiaires du 01/01/2010 au 30/06/2010 sont établis selon les prescriptions de la norme IAS 34.

Comptes consolidés au 30/06/09 et 31/12/09

Afin de permettre une meilleure comparabilité entre les exercices et conformément à la norme IFRS 5 sur les abandons d'activité, Les comptes de résultat présentés au 30/06/09 et au 31/12/09 sont des comptes dans lesquels les activités des sociétés COBRAL et COBRAL LACHEZE ont été reclassés en activités abandonnées.

1.6. Présentation des états financiers consolidés

Les comptes consolidés comprennent ceux de Duc ainsi que ceux de ses sociétés affiliées. Cet ensemble forme le Groupe. La liste des principales sociétés figure dans la note 4.3 Périmètre de consolidation.

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros.

Les états financiers consolidés du Groupe sont préparés sur base du coût historique à l'exception :

- des investissements détenus à des fins de négociation et les investissements disponibles à la vente qui sont enregistrés à leur juste valeur ;
- des actifs et passifs qui font l'objet d'une opération de couverture et qui sont renseignés à leur juste valeur en considération du risque couvert ;
- des terrains évalués à leur juste valeur.

Les actifs destinés à être consommés au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants à l'exception des actifs concernant des actifs non courants détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice qui sont présentés sur une ligne spécifique.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes.

Toutes les autres dettes sont non courantes à l'exception des passifs concernant des actifs non courants détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice qui sont présentés sur une ligne spécifique.

2. MODALITES DE CONSOLIDATION

2.1. Estimations de la Direction

L'établissement des comptes consolidés, conformément aux règles édictées par les IFRS, implique que la Direction procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif, tels que les amortissements et les provisions, sur l'information financière relative aux actifs et passifs éventuels à la date d'arrêté des comptes consolidés et sur les montants portés aux comptes de produits et de charges au cours de l'exercice. Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement.

Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Les principales estimations faites par la direction lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite, des impôts différés, de la valorisation des actifs corporels et incorporels, de la valorisation des titres de participation et des provisions.

2.2. Règles de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Le contrôle exclusif est le pouvoir, direct ou indirect, de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec un autre Groupe sont consolidées par intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable, présumée lorsque la participation du Groupe est supérieure à 20%, sont consolidées par mise en équivalence.

Les créances, dettes, produits et charges réciproques significatifs sont éliminés en totalité pour les entreprises intégrées globalement et dans la limite du pourcentage de détention pour les entreprises en intégration proportionnelle.

2.3. Principe d'arrêté des comptes

Toutes les sociétés du Groupe ont un exercice annuel qui commence le 1er janvier et se clôt le 31 décembre. Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont consolidées sur la base des comptes intermédiaires, établis au 30 juin 2010.

2.4. Elimination des opérations et comptes réciproques

Toutes les opérations et comptes réciproques ainsi que les profits latents résultant de transactions intragroupe font l'objet d'une élimination dans les comptes consolidés.

Les pertes latentes résultant de transactions intragroupe ne sont éliminées que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

Les profits latents résultant de transactions avec des entreprises associées et des coentreprises, sont éliminés au prorata de l'intérêt du Groupe dans ces entreprises et enregistrés en déduction de l'investissement. Les pertes latentes ne sont éliminées au prorata de l'intérêt du Groupe que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

2.5. Méthode de conversion utilisée pour la consolidation des entreprises étrangères

La filiale Bulgare étant une filiale autonome, la conversion de la monnaie de fonctionnement dans laquelle sont établis ses comptes à l'euro est réalisée selon la méthode du cours de clôture :

- les éléments d'actif et de passif sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice ;
- les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période ;
- les écarts de conversion constatés sont portés pour la part revenant à l'entreprise consolidante dans ses capitaux propres au poste « Ecart de conversion » et pour la part des tiers au poste « Intérêts minoritaires ».

2.6. Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en utilisant la méthode de l'acquisition. Cette méthode implique la comptabilisation des actifs et passifs des sociétés acquises par le Groupe à leur juste valeur, en conformité avec les règles prévues par les IFRS. La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale à la juste valeur des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition est comptabilisée en goodwill.

Lorsque le Groupe prend le contrôle d'une entreprise en une seule opération, la part des actifs et des passifs revenant aux minoritaires est également comptabilisée à sa juste valeur.

Lorsque le Groupe acquiert ultérieurement des actifs et des passifs auprès des minoritaires d'une entité contrôlée, aucun ajustement complémentaire lié à la réévaluation à la juste valeur de ceux-ci n'est comptabilisé. L'écart entre le coût d'acquisition et la valeur comptable des actifs et passifs est comptabilisé en goodwill.

Quand la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises ne peut être déterminée que provisoirement avant la fin de la période au cours de laquelle le regroupement est effectué, le Groupe comptabilise le regroupement en utilisant ces valeurs provisoires. Les ajustements de ces valeurs provisoires liés à l'achèvement de la comptabilisation initiale se font dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition.

3. METHODES ET REGLES D'EVALUATION

3.1. Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires se compose de la valeur hors taxes des biens et services vendus par les sociétés intégrées dans le cadre normal de leur activité après élimination des ventes intragroupe.

Le chiffre d'affaires est comptabilisé à la date où la majorité des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés (généralement, à la date du transfert de propriété des produits).

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, donc après déduction des remises ou rabais commerciaux.

Les coûts de transport et de manutention facturés aux clients sont compris dans le chiffre d'affaires.

3.2. Résultat opérationnel

Les activités opérationnelles recouvrent toutes les activités dans lesquelles une entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités connexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités ordinaires.

Les autres produits et charges opérationnelles sont les produits ou les charges résultant d'événements ou d'opérations clairement distincts des activités ordinaires de l'entreprise et qui ne sont pas, en conséquence, censés se reproduire de manière fréquente ni régulière.

La loi de Finances pour 2010 votée en décembre 2009, a introduit une Contribution Economique Territoriale (CET) en remplacement de la taxe professionnelle. La CET a deux composantes : la Contribution Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE). Le Groupe considère que les deux composantes de la CET relèvent de la même classification en charge opérationnelle.

3.3. Produits et charges financiers

Les produits et charges financiers comprennent :

- les charges et produits d'intérêts sur la dette nette consolidée, constituée des autres passifs financiers (y compris dette sur contrat de location financement) et de la trésorerie et équivalents de trésorerie ;
- les autres frais payés aux banques sur les opérations financières ;
- les dividendes reçus des participations non consolidées ;
- le résultat de change sur opérations financières.

3.4. Résultats par action

Les résultats par action sont calculés conformément à la norme IAS 33.

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe retraité par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, majoré de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives. Comme il n'existe pas d'instrument donnant droit à un accès différé au capital de Duc, le résultat net dilué par action est identique au résultat de base par action.

3.5. Immobilisations incorporelles

Conformément aux critères établis par la norme IAS 38 - Immobilisations incorporelles, un actif est enregistré à l'actif du bilan s'il est probable que les avantages économiques futurs liés à l'actif iront au Groupe.

Les immobilisations incorporelles comprennent essentiellement des éléments amortissables, tels que les logiciels, et des droits au bail.

Les principales durées d'utilité retenues sont :

Concessions, brevets, licences	2 à 8 ans linéaire
Droit au bail	1 à 10 ans linéaire
Autres immobilisations incorporelles	1 à 10 ans linéaire

Cas particulier des frais de recherche et développement

Le Groupe a pour ambition d'améliorer ses processus de fabrication, de maintenir la qualité de ses produits et de répondre aux besoins présents et futurs de sa clientèle. Pour atteindre ces objectifs, il instaure périodiquement des programmes de recherche et développement. Dans le cadre des activités du Groupe, les coûts engagés sont généralement considérés comme des coûts de recherche comptabilisés en charges conformément aux critères établis par la norme IAS 38 - Immobilisations incorporelles.

3.6. Immobilisations corporelles

3.6.1. Généralités

Conformément à la norme IAS 16 - Immobilisations corporelles, les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan de la manière suivante :

- Les immobilisations corporelles autres que les terrains sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs éventuelles.
- Les terrains sont comptabilisés conformément à la méthode de la réévaluation, soit à leur montant réévalué (à savoir leur juste valeur à la date de la réévaluation, diminuée du cumul des pertes de valeur ultérieures). La juste valeur des terrains est déterminée sur la base d'une évaluation à dire d'expert effectuée par des évaluateurs professionnels qualifiés.

Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Les subventions liées à des actifs sont présentées au bilan en produits différés qui sont comptabilisés en produits sur une base systématique et rationnelle sur la durée d'utilité de l'actif.

Les actifs sont ventilés par composants, chacun ayant une durée d'amortissement spécifique, en ligne avec la durée d'utilité des actifs. Les durées d'utilité sont revues régulièrement et les changements d'estimation sont comptabilisés sur une base prospective.

Généralement, les valeurs résiduelles sont nulles.

3.6.2. Amortissements des immobilisations corporelles

L'amortissement est calculé en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif corporel suivant les méthodes linéaire ou dégressive.

Les durées d'utilité retenues pour les différentes catégories d'immobilisations corporelles sont les suivantes :

Constructions	5 à 67 ans linéaire
Installations et agencements	3 à 50 ans linéaire
Matériel et outillage	3 à 50 ans linéaire, 4 à 15 ans dégressif
Matériel de transport	2 à 4 ans linéaire
Autres immobilisations corporelles	3 à 20 ans linéaire

3.6.3. Dépenses ultérieures

Les dépenses relatives au remplacement ou renouvellement d'un composant d'immobilisation corporelle sont comptabilisées comme un actif distinct et l'actif remplacé est éliminé.

Toutes les autres dépenses sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

3.7. Immeubles de placement

Un immeuble de placement est un bien immobilier (terrain ou bâtiment - ou partie d'un bâtiment - ou les deux) détenu pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital apporté ou les deux, plutôt que pour l'utiliser dans la production ou la fourniture de biens ou de services ou à des fins administratives ou le vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.

Le Groupe a choisi de comptabiliser ultérieurement à leur acquisition les immeubles de placement selon la méthode du coût amorti, soit à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, conformément au modèle décrit dans la norme IAS 16 - Immobilisations corporelles, paragraphe 30.

Les principales durées d'utilité retenues sont 20 ans et 35 ans.

Les immeubles de placement sont amortis linéairement.

3.8. Contrats de location

Conformément à la norme IAS 17 - Contrats de location, les biens acquis en location-financement sont immobilisés lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens. Les critères d'évaluation des contrats de location sont fondés sur :

- le rapport entre la durée d'utilité des actifs loués et leur durée de vie ;
- le total des paiements futurs rapporté à la juste valeur de l'actif financé ;
- l'existence d'un transfert de propriété ;
- l'existence d'une option d'achat favorable ;
- le caractère spécifique de l'actif.

3.8.1. Comptabilisation des contrats de location-financement

Lors de la comptabilisation initiale, les actifs utilisés dans le cadre de contrats location-financement sont comptabilisés en immobilisations corporelles avec pour contrepartie une dette financière. L'actif est comptabilisé à la juste valeur de l'actif loué à la date de commencement du contrat ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux.

3.8.2. Comptabilisation des contrats de location simple

Les paiements effectués au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charge dans le compte de résultat sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

3.9. Autres actifs financiers

Lorsqu'ils existent, les titres de participation des sociétés non consolidées sont enregistrés à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'estimation si celle-ci est inférieure.

La valeur d'estimation des titres correspond à leur valeur d'utilité pour le Groupe et est déterminée en tenant compte de la quote-part de situation nette ré-estimée et des perspectives de rentabilité. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'estimation est inférieure au coût d'acquisition.

En cas de perte de valeur définitive, le montant de la perte est comptabilisé en résultat de la période. Le caractère définitif de la perte de valeur est analysé par référence à la valeur estimative, cette dernière étant déterminée sur la base de la quote-part de situation nette, du prix de marché ou des perspectives de rentabilité, après pondération des effets de la détention de ces participations pour le Groupe en termes de stratégie, ou de synergies avec les activités existantes. Cette perte de valeur n'est pas réversible en compte de résultat si la valeur d'estimation était amenée à évoluer favorablement dans le futur (le profit latent est alors enregistré dans la composante séparée des capitaux propres mentionnée précédemment).

Les prêts long terme sont considérés comme des actifs émis par l'entreprise. Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. La perte de valeur correspondant à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable est comptabilisée en résultat et est réversible si la valeur d'estimation était amenée à évoluer favorablement dans le futur.

L'ensemble des actifs financiers fait l'objet d'une revue annuelle pour déterminer s'il existe un indice de perte de valeur.

3.10. Décomptabilisation des actifs financiers

Les actifs financiers tels que définis par la norme IAS 32 sont sortis du bilan en tout ou partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs et qu'il transfère substantiellement tous les risques et avantages liés aux actifs.

3.11. Actifs destinés à être cédés

Un actif immobilisé, ou un groupe d'actifs et de passifs, sont classés comme destinés à être cédés quand leur valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue, la vente devant être hautement probable.

Une activité est considérée comme abandonnée selon les critères identiques à ceux utilisés pour déterminer les actifs destinés à être cédés.

Ces actifs ou cette activité sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente.

3.12. Actifs biologiques

Un actif biologique est un animal ou une plante vivant.

Sont des actifs biologiques :

- Les futurs reproducteurs
- Les reproducteurs (poules pondeuses et mâles reproducteurs)
- Les œufs à couvrir
- Les volailles de chair

Les méthodes d'évaluation retenues sont les suivantes :

- Les futurs reproducteurs sont valorisés au prix de revient car il n'existe aucune valeur de marché. La production des futurs reproducteurs n'est prévue que sur contrat.
- Les poules pondeuses sont valorisées au coût de revient duquel est retranché le prix de revient de chaque œuf à couvrir produit par la poule, au prorata du temps, jusqu'à un seuil correspondant au prix du marché de la poule de réforme ; Les mâles reproducteurs ne sont pas valorisés.
- Les œufs à couvrir sont évalués ainsi :
 - o les œufs en attente d'incubation sont valorisés au prix de œufs acquis à l'extérieur ;
 - o les œufs en incubation sont valorisés au prix des poussins acquis à l'extérieur auquel on applique le taux d'éclosion du mois en cours.
- Les volailles de chair sont évaluées ainsi :
 - o Volaille « 100% végétal » : valorisation au prix du marché ;
 - o Volaille certifiée : valorisation au prix de revient car il n'existe pas de marché pour la volaille certifiée.

De plus, nous procédons à des achats à terme afin de couvrir le risque du prix de l'aliment.

3.13. Stocks

Les stocks de matières consommables, pièces détachées et emballages sont évalués selon la méthode F.I.F.O.

Les stocks de produits finis sont évalués au prix du marché, après déduction des coûts de commercialisation.

3.14. Créances d'exploitation

Les créances commerciales et autres créances sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des corrections de valeur.

3.15. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie se décompose en soldes bancaires, placements et équivalents de trésorerie offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est généralement inférieure à trois mois lors de leur acquisition.

Les SICAV sont évaluées au cours du jour correspondant à la date de clôture de l'exercice.

3.16. Actions d'autocontrôle

Les actions de la société mère qui sont détenues par la société mère sont comptabilisées en réduction des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les variations de juste valeur au cours de la période de détention ne sont pas comptabilisées. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement en capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

3.17. Pertes de valeur des actifs

Les valeurs comptables des actifs, autres que les stocks, les actifs d'impôts différés et les actifs relatifs aux avantages du personnel, sont revus à chaque clôture afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur. En cas d'identification de perte de valeur, la valeur recouvrable de l'actif fait l'objet d'une estimation. Pour les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service, la valeur recouvrable de ces immobilisations fait l'objet d'une estimation systématique à la clôture de chaque exercice.

Une perte de valeur est comptabilisée dès que la valeur comptable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient excède sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat.

Au 30/06/2010, un test de dépréciation sur les immobilisations a été effectué sur les comptes du groupe DUC sur la base d'un business plan sur 3 ans. Concernant l'actualisation des flux de trésorerie, nous avons retenu une période de projection de 10 ans, celle-ci apparaissant en effet comme étant la durée plus proche de la durée d'utilité restant à courir des actifs évalués. Le marché dans lequel évolue le groupe DUC étant relativement risqué. Nous avons retenu un taux d'actualisation avant impôt de 6%.

Sur une hypothèse de 10 ans, la valeur d'utilité est de 46 787 K€. Comme la valeur comptable des immobilisations corporelles et incorporelles du groupe DUC au 30/06/2010 est de 27 605 K€, il n'y a pas lieu à dépréciation.

3.17.1. Détermination de la valeur recouvrable

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité. L'estimation de la valeur d'utilité se fonde sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs en fonction d'un taux de croissance avant impôts reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. La valeur recouvrable d'un actif isolé, c'est-à-dire qui ne génère pas d'entrées de trésorerie indépendantes de celles d'autres actifs, est déterminée pour l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient. La valeur recouvrable des placements détenus jusqu'à leur échéance et des créances correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus, déterminée en fonction du taux d'intérêt effectif d'origine des instruments financiers. Les flux de trésorerie liés à des valeurs recouvrables à court terme ne sont pas actualisés.

3.17.2. Reprise d'une perte de valeur

Une perte de valeur comptabilisée les années précédentes est reprise si, et seulement si, il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur. Cependant, la valeur comptable d'un actif augmentée d'une reprise de perte de valeur ne peut pas excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée (nette d'amortissement ou de dépréciation) si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours des années précédentes.

3.18. Passifs financiers et instruments dérivés

3.18.1. Evaluation et comptabilisation des passifs financiers

Les emprunts et passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti calculé sur la base du taux d'intérêt effectif.

Les intérêts courus sur emprunt sont présentés sur la ligne « Partie courante des emprunts à long terme » du bilan.

3.18.2. Instruments hybrides et instruments dérivés

Il n'existe pas d'instruments dérivés dans le Groupe, c'est-à-dire qu'il n'y a aucun instrument financier ou autre contrat présentant les trois caractéristiques décrites au paragraphe 9 de la norme IAS 39 - Instruments financiers, comptabilisation et évaluation.

3.19. Gestion des risques

Il est procédé à des achats à terme afin de couvrir le risque du prix de l'aliment.

Comme nous le faisons depuis plusieurs années, nous essayons d'appréhender les risques pour la durée de la campagne, à l'exception du soja pour lequel des opportunités peuvent apparaître sur des périodes plus longues, soit 18 mois.

Le taux de couverture pour l'achat de nos principales matières premières au 30/06/2010 est de 37.6 % de nos besoins estimés du 01/07/10 au 30/06/11.

Le tonnage total prévu pour ces matières premières est de 105 000 tonnes (dont 39 551 tonnes couvertes).

3.20. Régimes de retraite, indemnités de cessation de service et autres avantages à long terme

3.20.1. Régimes de retraite : régimes à cotisations définies

Les indemnités de départ en retraite sont provisionnées de la manière suivante : les engagements résultant des conventions collectives applicables aux sociétés du Groupe sont calculés salarié par salarié, en prenant en compte les probabilités d'espérance de vie et de présence dans l'entreprise à la date prévue de départ en retraite et au prorata de l'ancienneté acquise rapportée à l'ancienneté future à l'âge de la retraite. L'actualisation des engagements et la revalorisation des salaires ont été calculées par une méthode actuarielle et il est considéré que les départs se font à l'initiative du salarié. En ce qui concerne les modalités de départ à la retraite, l'hypothèse retenue est un départ à l'initiative du salarié lorsqu'il a suffisamment cotisé pour avoir une retraite à taux plein. Les âges de départ à la retraite sont de 64 ans pour les cadres, 63 ans pour les non cadres, 61 ans pour les employés et 60 ans pour les ouvriers.

Le taux d'actualisation retenu est de 4.20%.

Le taux de revalorisation des salaires retenu est de 0.8% pour les cadres et 0.50% pour les non cadres pour toutes les sociétés.

3.20.2. Indemnités de cessation de services

Les indemnités dues aux mandataires sociaux pour atteinte de la limite d'âge fixée par les statuts ont été provisionnées en prenant en compte les probabilités de présence dans l'entreprise à la date hypothétique du versement. Ces engagements correspondent au versement d'une indemnité en numéraire basée sur la rémunération des mandataires et font l'objet d'une actualisation.

3.20.3. Autres avantages à long terme

Les médailles du travail sont provisionnées de la manière suivante : les gratifications versées par le groupe sont calculées salarié par salarié, en prenant en compte les probabilités d'espérance de vie et de présence dans l'entreprise à la date prévue du versement de la gratification et au prorata des années de travail. Ces engagements font l'objet d'une actualisation.

3.21. Provisions

Conformément à la norme IAS 37 - Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels, des provisions sont comptabilisées pour des risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise lorsqu'il existe une obligation vis-à-vis du tiers et qu'il est certain ou probable que cette obligation provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente.

3.22. Impôts

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12 - Impôts différés, les provisions pour impôts différés sont constituées selon la méthode du report variable et de la conception étendue sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales (déficits fiscaux inclus). Les impôts différés sont calculés par application de la législation fiscale en vigueur. Les actifs d'impôts différés ne font l'objet de la constatation d'un actif d'impôt différé que si leur récupération est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne font pas l'objet d'un calcul d'actualisation.

Au bilan, le Groupe compense les actifs et passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relèvent de natures d'impôt levées par la même autorité de taxation.

4. PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2010

4.1. Variations du périmètre de consolidation et des pourcentages d'intérêts

Les titres de la société Cobral ont été cédés le 30/06/10 pour un prix de 3 100 K€.

4.2. Périmètre de consolidation au 30 juin 2010.

RAISON SOCIALE	SIREN	% intérêt	% contrôle	Méthode de consolidation	Résultat net après impôt 30/06/10
DUC, 89 Chailley	722 621 166			Mère	-919
Sociétés consolidées					
CHAROLLES ACCOUVAGE, 89 Chailley	382 094 092	100.00	100.00	IG	19
DRB, Bulgarie		51.00	51.00	IG	-17
DROME ACCOUVAGE, 89 Chailley	343 580 981	100.00	100.00	IG	48
DUC DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL, 89 Chailley	433 278 892	69.96	69.96	IG	-1
NUTRI-BOURGOGNE, 89 Chailley	401 735 352	100.00	100.00	IG	28
ROTISSERIE DUC DIJON, 89 Chailley	448 423 053	100.00	100.00	IG	-3
SCEA DE VARENNES, 89 Chailley	384 018 644	99.90	99.90	IG	53
SCI DE LA TIRANDIERE, 89 Chailley	390 363 463	100.00	100.00	IG	0
SCI DE VARENNES, 89 Chailley	385 025 440	100.00	100.00	IG	0
SOVIGARD, 89 Chailley	339 457 178	100.00	100.00	IG	24

IG : intégration globale

5. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

VALEURS BRUTES	31/12/2009	Acquisitions	Cessions	Variation de périmètre	Autres mouvements	30/06/2010
Marques	23					23
Logiciels	611	70			-11	670
Droit au bail	71			-10		61
TOTAUX	705	70		-10	-11	754

AMORTISSEMENTS	31/12/2009	Dotations	Reprises	Variation de périmètre	Autres mouvements	30/06/2010
Logiciels	407	13		-7	31	444
Droit au bail	40				-40	
TOTAUX	447	13		-7	-9	444

VALEURS NETTES	31/12/2009	30/06/2010
Marques	23	23
Logiciels	204	226
Droit au bail	31	61
TOTAUX	258	310

Il n'y a pas actuellement de programmes de recherche et développement figurant dans les immobilisations incorporelles.

6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

VALEURS BRUTES	31/12/2009	Acquisitions	Cessions	Variation de périmètre	Autres mouvements	30/06/2010
Terrains	3 131			-364		2 767
Terrains en crédit-bail	379					379
Constructions	28 487	199		-95		28 591
Constructions en crédit-bail	4 371			-3 418		953
Matériel et outillage	18 497	183	-1	-3 897		14 782
Matériel et outillage en crédit-bail	5 417			-340		5 077
Autres immobilisations corporelles	753	48	-3	-122		676
Autres immos corporelles en crédit-bail	422			-19		403
Immobilisations en cours	2	387		-2	-2	385
TOTAUX	61 459	817	-4	-8 257	-2	54 013

AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	31/12/2009	Dotations	Cessions et reprises	Variation de périmètre	Autres mouvements	30/06/2010
Terrains	1					1
Terrains en crédit-bail						
Constructions	13 021	485		-49		13 457
Constructions en crédit-bail	930	138		-615		453
Matériel et outillage	10 372	1 187	-4	-2 216	9	9 348
Matériel et outillage en crédit-bail	2 792	49		-243		2 598
Autres immobilisations corporelles	474	53		-56		471
Autres immos corporelles en crédit-bail	406	2		-18		390
TOTAUX	27 996	1 914	-4	-3 197	9	26 718

VALEURS NETTES	31/12/2009	30/06/2010
Terrains	3 130	2 766
Terrains en crédit-bail	379	379
Constructions	15 466	15 134
Constructions en crédit-bail	3 441	500
Matériel et outillage	8 125	5 434
Matériel et outillage en crédit-bail	2 625	2 479
Autres immobilisations corporelles	279	205
Autres immos corporelles en crédit-bail	16	13
Immobilisations en cours	2	385
TOTAUX	33 463	27 295

7. IMMEUBLES DE PLACEMENT

VALEURS BRUTES	31/12/2009	Acquisitions	Cessions	Variation de périmètre	30/06/2010
Constructions	57				57
Constructions en crédit-bail	200			-200	
TOTAUX	257			-200	57

AMORTISSEMENTS	31/12/2009	Dotations	Reprises	Variation de périmètre	30/06/2010
Constructions	57				57
Constructions en crédit-bail	29	7		-36	
TOTAUX	86	7		-36	57

VALEURS NETTES	31/12/2009		30/06/2010
Constructions			
Constructions en crédit-bail	171		
TOTAUX	171		

8. AUTRES ACTIFS NON COURANTS

VALEURS BRUTES	31/12/2009	Acquisitions	Cessions	Variation de périmètre	30/06/2010
Titres de participation non consolidés	143				143
Prêts et autres immos financières	2 288	67	-120	-301	1 934
TOTAUX	2 431	67	-120	-301	1 934

PROVISIONS	31/12/2009	Dotations	Reprises	Variation de périmètre	30/06/2010
/ Titres de participation non consolidés	143				143
/ Prêts et autres immos financières	11				11
TOTAUX	154				154

VALEURS NETTES	31/12/2009		30/06/2010
Titres de participation non consolidés			
Prêts et autres immos financières	2 277		1 923
TOTAUX	2 277		1 923

Au poste « Prêts et autres immobilisations financières » figure le fonds de garantie de l'affacturage qui représente 10% de l'encours clients cédé chez DUC.

9. IMPOTS DIFFERES

LIBELLE DES BASES	30/06/2010		31/12/2009		VARIATION
	BASES D'IDA	IDA	BASES D'IDA	IDA	
Reclassement des subventions en produits constatés d'avance	903	301	942	314	-13
Provision pour indemnités de retraite	2 022	674	1 898	633	41
Organic	167	56	352	117	-62
Provision pour autres avantages long terme	174	58	172	57	1
Effort construction	53	18	113	38	-20
Déficits fiscaux	6 685	2 227	5 933	1 978	250
Provisions non déductibles	152	51	153	51	-0
Autres bases d'actifs d'impôts	1	0	84	28	-28
TOTAUX	10 157	3 385	9 647	3 216	169

LIBELLE DES BASES	30/06/2010		31/12/2009		VARIATION
	BASES D'IDP	IDP	BASES D'IDP	IDP	
Provisions réglementées	2 223	741	2 260	753	-12
Réévaluation des immobilisations	4 202	1 401	4 515	1 505	-104
Crédit-bail	2 897	966	2 646	882	84
Provision / titres d'autocontrôle	676	225	470	157	69
Provisions sur C/C groupe	336	112	336	112	
Autres bases de passif d'impôt	336	112			112
TOTAUX	10 670	3 557	10 227	3 409	148

IMPOT DIFFERE NET	-513	-172	-580	-193	21
--------------------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-----------

Variation de périmètre	172	192
-------------------------------	------------	------------

ACTIFS D'IMPOTS DIFFERES		192
PASSIFS D'IMPOTS NON COURANTS		193

Les impôts différés sont présentés en nets cumulés par entité fiscale.

Des impôts différés actif sont activés sur une partie des déficits fiscaux du groupe fiscal Duc. Le montant activé correspond aux impôts différés passifs nets du groupe fiscal soit 1 821 K€ au 30/06/10. Le stock restant d'impôts différés potentiellement activables est de 8 651 K€.

10. ACTIFS BIOLOGIQUES

VALEURS BRUTES	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Futurs reproducteurs	403	266	406
Reproducteurs	759	715	748
Œufs à couvrir	639	761	685
Volailles de chair	3 711	4 160	3 738
TOTAUX	5 512	5 902	5 577

PROVISIONS	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Futurs reproducteurs			
Reproducteurs			
Œufs à couvrir			
Volailles de chair			
TOTAUX			

VALEURS NETTES	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Futurs reproducteurs	403	266	406
Reproducteurs	759	715	748
Œufs à couvrir	639	761	685
Volailles de chair	3 711	4 160	3 738
TOTAUX	5 512	5 902	5 577

11. STOCKS

VALEURS BRUTES	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Matières premières et approvisionnements	3 463	5 137	4 106
Produits finis	2 613	7 841	6 138
TOTAUX	6 076	12 978	10 244

PROVISIONS	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Matières premières et approvisionnements			
Produits finis	291	527	631
TOTAUX	291	527	631

VALEURS NETTES	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Matières premières et approvisionnements	3 463	5 137	4 106
Produits finis	2 322	7 314	5 507
TOTAUX	5 785	12 451	9 613

12. CREANCES

12.1. Détail des créances

VALEURS BRUTES	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Clients	18 225	21 406	18 723
Clients douteux	593	593	582
Créances fiscales et sociales	2 255	2 059	2 758
Avances et acomptes versés sur commandes	137	90	241
Charges constatées d'avance	511	611	266
Autres créances d'exploitation	26 789	22 928	25 338
Actif d'impôt exigible	2	1	2
TOTAUX	48 512	47 688	47 910

PROVISIONS	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Provision sur clients douteux	571	593	572
Provisions sur autres créances d'exploitation	21 131	21 116	21 131
TOTAUX	21 702	21 709	21 703

VALEURS NETTES	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Clients	18 225	21 406	18 723
Clients douteux	22		10
<i>Sous-total Clients et comptes rattachés</i>	<i>18 247</i>	<i>21 406</i>	<i>18 733</i>
Créances fiscales et sociales	2 255	2 059	2 758
Avances et acomptes versés sur commandes	137	90	241
Charges constatées d'avance	511	611	266
Autres créances d'exploitation	5 658	1 812	4 207
<i>Sous-total Autres actifs courants</i>	<i>8 561</i>	<i>4 572</i>	<i>7 472</i>
Actif d'impôt exigible	2	1	2
TOTAUX	26 810	25 979	26 207

Les autres créances d'exploitation intègrent 21 115 K€ de compte courant envers BSA Bourgoin et BSAD totalement provisionnés.

12.2. Echancier des créances

Toutes les créances ont une échéance à moins d'un an, à l'exception des créances fiscales et sociales sur lesquelles DUC bénéficie d'un moratoire de 36 mois depuis juillet 2009.

13. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

13.1. Décomposition de la trésorerie brute

VALEURS BRUTES	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Comptes à terme et actions	234	1 036	642
Disponibilités	293	248	540
TOTAUX	527	1 284	1 182

PROVISIONS	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Comptes à terme et actions	62		106
TOTAUX	62		106

VALEURS NETTES	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Comptes à terme et actions	172	1 036	536
Disponibilités	293	248	540
TOTAUX	465	1 284	1 076

13.2. Décomposition de la trésorerie nette / Rapprochement de la trésorerie nette avec la trésorerie du tableau des flux de trésorerie

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Trésorerie brute	465	1 284	1 076
Dettes financières à court terme (découverts bancaires)	-16 752	-20 520	-19 867
Trésorerie nette des activités poursuivies	-16 287	-19 236	-18 791

14. ACTIFS ET PASSIFS CLASSES COMME DETENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITES ABANDONNEES

14.1. Site industriel de Plumelin

Le désengagement progressif des marchés restauration hors foyer à l'égard des produits surgelés nous a obligé à envisager une solution pour le site de Plumelin qui se trouve en situation de sous activité chronique. DUC souhaite céder le site industriel mais conserver si possible l'activité en la transférant sur d'autres sites. Par conséquent, il ne s'agit pas d'une activité abandonnée au sens de la norme IFRS 5 puisqu'il ne s'agit ni d'une activité que le groupe cède, ni d'une activité que le groupe arrête.

Seuls les immobilisations incorporelles et corporelles, les stocks et le crédit-bail immobilier ont été classés en actifs et passifs détenus en vue de la vente.

	30/06/2010	31/12/2009
<i>Immobilisations incorporelles - Valeur brute</i>	2	2
<i>Immobilisations incorporelles - Amortissements</i>		
Sous-total Immobilisations incorporelles	2	2
<i>Immobilisations corporelles - Valeur brute</i>	4 751	4 751
<i>Immobilisations corporelles - Amortissements</i>	-1 345	-1 345
Sous-total Immobilisations corporelles	3 406	3 406
Stocks et encours	1 537	1 371
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	4 945	4 779

	30/06/2010	31/12/2009
Impôts différés passifs	357	192
Dettes financières		160
Passifs classés comme détenus en vue de la vente	357	352

14.2. Activités abandonnées : Cobral et Cobral Lachèze

14.2.1. Détermination de la plus-value de cession des titres

	30/06/2010
Immobilisations incorporelles	14
Immobilisations corporelles	5 060
Immeubles de placement	164
Besoin en fonds de roulement	1 178
Trésorerie	-1 262
Impôts différés passifs	-172
Provisions pour risques et charges	-432
Dettes financières	-1 440
Contrepartie des éliminations intragroupe	-1 354
Valeur nette comptable des activités cédées	1 756

Prix de cession	3 100
------------------------	--------------

Plus-value de cession réalisée	1 344
---------------------------------------	--------------

14.2.2. Ventilation du résultat des activités abandonnées

	30/06/2010
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	10 369
Achats consommés	-5 784
Charges de personnel	-2 528
Charges externes	-2 430
Impôts et taxes	-217
Dotations aux amortissements	-623
Dotations et reprises de provisions	-208
Variation des actifs biologiques et des stocks de produits finis	1 260
Autres produits et charges d'exploitation	138
RESULTAT OPERATIONNEL	-23
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	
Coût de l'endettement financier brut	-83
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	-83
Autres produits et charges financiers	-3
(Charge) / Produit d'impôt	21
RESULTAT NET DES ACTIVITES ARRETEES	-88

15. CAPITAUX PROPRES

15.1. Capital social

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Nombre de titres	1 862 688	1 862 688	1 862 688
Valeur nominale (en euros)	9.30	9.30	9.30
CAPITAL SOCIAL	17 322 998	17 322 998	17 322 998
Nombre d'actions en possession de l'entreprise	47 447	47 447	47 447
Nombre d'actions en circulation	1 815 241	1 815 241	1 815 241

Aucune distribution de dividende relative à l'exercice 2009 n'est prévue en 2010.
Il n'y a eu aucune distribution de dividendes au cours des trois derniers exercices.

15.2. Autres réserves

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Prime d'émission	7 385	7 385	7 385
Report à nouveau	-24 768	-18 052	-18 052
Ecart de réévaluation société mère	544	544	544
Réserves consolidées	6 882	6 344	6 345
Autres réserves	-9 957	-3 779	-3 778

16. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	PROVISIONS LONG TERME				PROVISIONS COURT TERME		
	Provisions pour indemnités de départ en retraite	Provisions pour médailles du travail	Provisions pour autres avantages long terme	TOTAL	Provisions pour litiges prud'hommaux	Provisions pour autres litiges	TOTAL
Valeur au 31/12/2009	1 897	318	26	2 241	106	218	324
Augmentation des provisions	64			64		30	30
Montants repris utilisés						-100	-100
Montants repris non utilisés							
Variation de périmètre	-284			-284		-148	-148
Valeur au 30/06/10	1 677	318	26	2 021	106		106

17. PASSIFS FINANCIERS

17.1. Endettement net

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Emprunts et dettes financières à long terme	3 913	6 728	5 750
Partie courante des dettes financières à long terme	1 415	2 216	1 917
Autres passifs non courants	2 234	2 030	2 030
Dettes financières à court terme	16 752	20 520	19 867
Dettes financières	24 314	31 494	29 564

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Dettes financières	24 314	31 494	29 564
Trésorerie active	465	1 284	1 076
Endettement net	23 849	30 210	28 488

* Les autres passifs non courants comprennent le compte courant bloqué CECAB à hauteur de 2 000 K€.

Taux d'emprunt à long terme (fixe) : 5.30%

Taux d'emprunt à court terme (fixe) : Euribor 3 mois + 0.8%

17.2. Echéance des passifs financiers

	Montant	A 1 an au plus	Plus d'un an Moins de 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts auprès des ets de crédit à plus d'un an à l'origine	3 085	843	2 242	-
Dettes financières de crédit-bail à un an maximum à l'origine	16 752	16 752		
Autres dettes financières	2 129	458	1 671	
Autres passifs non courants *	114	114		
	2 234	300	1 934	
30/06/2010	24 314	18 467	5 847	-
30/06/2009	31 494	23 037	8 231	226
31/12/2009	29 564	22 084	7 304	176

* Les autres passifs non courants comprennent le compte courant bloqué CECAB à hauteur de 2 000 K€.

Dans les emprunts auprès des établissements de crédit est inclus l'affacturage pour un montant de 15 379 K€ au 30/06/10.

A l'actif du bilan, l'affacturage reste inscrit en comptes clients car la gestion du poste clients est conservée par la société DUC.

La mise en place de l'affacturage constitue un moyen de financement des moyens de trésorerie, le poste client DUC est cédé à hauteur de 95%.

Les charges financières s'élèvent, au cours du 1^{er} semestre 2010 à 139 K€ et les commissions d'affacturage sur la même période sont de 50 K€.

18. AUTRES PASSIFS COURANTS

18.1. Détail des autres passifs courants

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Dettes fiscales et sociales	10 362	12 968	12 435
Produits différés	1 085	1 537	1 455
Autres dettes courantes	546	1 427	1 320
TOTAUX	11 993	15 932	15 210

Les autres passifs courants ont une échéance à moins d'un an à l'exception :

- d'un montant de 2 436 K€ de moratoire sur 36 mois qui figure en dettes fiscales et sociales ;
- d'un montant de 985 K€ qui figure en produits différés.

18.2. Echancier des autres passifs courants

	Montant	A 1 an au plus	Plus d'un an Moins de 5 ans	A plus de 5 ans
Dettes fiscales et sociales	10 362	9 143	1 219	
Produits différés	1 085	100	321	664
Autres dettes courantes	546	546		
30/06/2010	11 993	9 789	1 540	664
30/06/2009	15 932	13 107	1 991	834
31/12/2009	15 210	12 078	2 396	736

19. VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

VALEURS NETTES	Variation apparente du BFR	Mouvements et reclassements	Reclassement en actifs destinés à être cédés	Variation de périmètre	Variation du BFR des activités poursuivies	Variation du BFR des activités cédées
Variations des actifs biologiques	-65				-65	
Variation des stocks	-3 828		167	2 643	-1 018	1 084
Variation des clients	-486			305	-181	-94
Variation de l'actif d'impôt exigible						
Variation des autres actifs courants	1 089			-3 596	-2 507	129
Variation des fournisseurs	281			-2 395	-2 114	-170
Variation des passifs d'impôt courants	446				446	
Variation des autres passifs courants	3 217	-204		-1 548	1 465	64
TOTAUX	654	-204	167	-4 591	-3 974	1 013

20. INFORMATION SECTORIELLE, PAR SECTEUR D'ACTIVITE ET ZONE GEOGRAPHIQUE

Spécialiste de la volaille de qualité, Duc propose une gamme complète et variée de volailles (poulets et dindes) label rouge, certifiées et standards. Il est clairement établi que les lignes de produits vendus ne présentent pas des taux de rentabilité, des possibilités de croissance, des perspectives d'avenir et des risques différents.

De plus, la nature des procédés utilisés, les catégories de clients (libre service, rôtissoires et grossistes) auxquels sont destinés les produits, et les méthodes de distribution utilisées sont identiques quel que soit le type de volailles.

Il n'existe donc qu'un secteur d'activité au sein du Groupe : la volaille.

Par ailleurs, toutes les activités du Groupe sont implantées en France et les marchés sont principalement localisés en France (plus de 90%). En conséquence, le secteur géographique est unique et se limite au territoire national.

21. VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

ZONES GEOGRAPHIQUES	France	Export	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Ventes de marchandises				7	662
Production vendue de biens	72 130	7 768	79 898	85 318	166 412
Prestations de services	1 387	1	1 388	1 467	2 769
Frais de publicité	-1 799		-1 799	-1 639	-2 959
TOTAUX	71 718	7 769	79 487	85 153	166 884

ZONES GEOGRAPHIQUES EN % DU CHIFFRE D'AFFAIRES	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
France	93%	91%	92%
Bénélux	2%	3%	2%
Autres	5%	6%	6%
TOTAUX	100%	100%	100%

22. ACHATS CONSOMMES

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Achats de mat. prem. et autres approv.	35 935	41 652	80 158
Achats non stockés de matières et fourn.	1 837	1 940	3 733
Achats de marchandises	133	171	322
TOTAUX	37 905	43 763	84 213

23. CHARGES EXTERNES

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Sous traitance	989	707	1 346
Locations	475	525	1 048
Entretiens et réparations	2 151	1 931	4 061
Primes d'assurance	304	363	684
Personnel extérieur	2 566	3 838	6 872
Transports de biens	6 263	6 272	12 660
Déplacements, missions et réceptions	136	120	247
Autres services extérieurs	10 265	10 318	20 854
TOTAUX	23 149	24 074	47 772

Au 30/06/2010, les autres services extérieurs comprennent notamment les rémunérations des éleveurs pour 6 156 K€ et le façonnage confié à des prestataires pour 1 836 K€.

24. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Sur immobilisations incorporelles	13	36	76
Sur immobilisations corporelles	1 914	2 302	4 664
Sur immeubles de placement	7	7	13
Dotations aux amortissements reclassées en activités abandonnées	-615	-622	-1 246
TOTAUX	1 319	1 723	3 507

25. PERSONNEL

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Salaires et traitements	11 409	11 766	23 354
Charges sociales	4 462	4 669	9 132
TOTAUX	15 871	16 435	32 486

26. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Prix de cession d'immobilisations incorporelles et corporelles	5	71	66
Reprise en résultat des subventions liées à des actifs	51	346	433
Crédit impôt recherche	109		
Autres produits d'exploitation	51	190	337
TOTAUX	216	607	836

27. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Valeur nette comptable des immobilisations cédées	3	246	242
Autres charges d'exploitation	26	39	
TOTAUX	29	285	242

28. COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Intérêts bancaires	266	374	667
Intérêts liés aux dettes de crédit-bail	64	72	142
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	330	446	809

29. RESULTATS PAR ACTION

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
<i>Numérateur (en milliers d'euros)</i>			
Résultat net part du Groupe	-382	-3 000	-6 179
<i>Dénominateur (en milliers d'actions)</i>			
Nombre moyen d'actions de base	1 815	1 815	1 815
Nombre d'actions potentielles dilutives			
Nombre moyen d'actions dilué	1 815	1 815	1 815
RESULTAT PAR ACTION (en euros)	-0.21	-1.65	-3.44
RESULTAT DILUE PAR ACTION (en euros)	-0.21	-1.65	-3.44

Au 30/06/2010, le capital est composé de 1 862 688 actions de 9.30 € de nominal chacune, entièrement libérées.

Le nombre d'actions en circulation correspond à l'écart entre le nombre d'actions composant le capital, soit 1 862 688 actions et le nombre d'actions en autocontrôle, soit 47 447 actions. Il s'élève donc au 30/06/2010 à 1 815 241 actions.

30. ENGAGEMENTS

30.1. Engagements financiers donnés

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Intérêts sur emprunts non échus	323	534	407
TOTAUX	323	534	407

30.2. Engagements financiers versés

	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Dépôts de garantie / emprunts	11	11	11
TOTAUX	11	11	11

30.3. Autres engagements

La société DUC s'est portée caution solidaire de la société COBRAL pour la somme de 400 K€ auprès du Crédit Agricole pour une ligne de crédit inférieure ou égale à 800 K€ jusqu'au 16 août 2010. Il a été mis en place une ligne de gage Auxiga sur le stock de COBRAL pour cette même ligne.

La société DUC s'est portée caution de la société COBRAL pour les fournisseurs suivants : SAS START PEOPLE pour 25 K€, VG GOOSSENS pour 35 K€ et pour CAMPINA pour 150 K€.

La société DUC s'est portée caution pour sa filiale en Bulgarie DRB auprès du fournisseur PROMIVI à hauteur de 340K€.

31. PARTIES LIEES

Les comptes consolidés incluent les opérations effectuées par le groupe avec les sociétés qui détiennent son capital, le groupe ne détenant pas de participations qui ne seraient pas consolidées ou mises en équivalence.

Les échanges avec les sociétés membres du Groupe Verneuil, détenteur du capital de DUC, sont des flux financiers et des refacturations de prestation du service juridique.

La convention de trésorerie entre DUC et VERNEUIL Participations signée en avril 2005 est renouvelée tous les ans par tacite reconduction. Le taux de rémunération est Euribor +0.5 avec un plafond de 3 000 K€.

Une convention de compte courant bloqué a été signée avec la CECAB le 22 avril 2008 pour une somme de 2 millions d'euros bloqués pendant une période de 7 ans minimum. Ce compte courant est non rémunéré pendant cette période.

32. ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

Il n'y a aucun actif et passif éventuels sur l'exercice.

33. JETONS DE PRESENCE

Il n'y a pas eu de jetons de présence versés aux membres non salariés du conseil d'administration de DUC en 2010, 2009 et en 2008.

Synergie-Audit
22, boulevard de Stalingrad
B.P. 108
92323 Châtillon Cedex

Deloitte & Associés
185, avenue Charles-de-Gaulle
B.P. 136
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

DUC

Société Anonyme
Grande Rue
89770 CHAILLEY

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2010

Comptes consolidés condensés
Période du 1^{er} janvier 2010 au 30 juin 2010

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société DUC, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2010 au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Châtillon et Neuilly-sur-Seine, le 12 novembre 2010
Les Commissaires aux Comptes

Synergie-Audit

Deloitte & Associés

Jean Petit

Alain Penanguer